

ACTE DE CAUTION

Art. 2292 et 2298 du Code civil.
Art. 22-1 et 24 de la loi n° 89-462 du 06 juillet 1989 (pour les baux d'habitation local vide)

SECURI BAIL

FNIP

FICHIER NATIONAL DES INCIDENTS DE PAIEMENT

Je soussigné(e)

Mme Mlle M. Nom : Prénoms :

de nationalité : _____ né(e) le : à :

demeurant : _____

_____ exerçant la profession de : _____

déclare avoir reçu un exemplaire du contrat de bail établi à : _____ le :

Entre Mme Mlle M., Nom : Prénoms :

Mme Mlle M., Nom : Prénoms :

ou la société : représentée par :

ci-après désigné(e)s le BAILLEUR,

Et Mme Mlle M., Nom : Prénoms :

Mme Mlle M., Nom : Prénoms :

ci-après désigné(e)s le LOCATAIRE,

Je déclare en outre avoir pris connaissance de ses clauses et conditions et, en particulier, l'adresse du bien loué :

la durée initiale du contrat : _____ débutant le : finissant le :

le montant initial du loyer : _____ €. le montant initial de la provision sur charges : _____ €.

Je reconnais par ailleurs être informé de la situation financière du LOCATAIRE.

Le présent cautionnement s'entend à titre de caution solidaire et sans faculté de discussion tel que prévu à l'article 2298 du Code civil. Il garantit au BAILLEUR, en cas de défaillance du LOCATAIRE le règlement des sommes dues, en particulier le paiement du loyer, des charges et accessoires, des indemnités dues à titre de clause pénale et des indemnités d'occupation, des frais et dépens de procédure, ainsi que des réparations locatives à la charge du LOCATAIRE. La CAUTION s'engage pour la durée du bail initial et le cas échéant de : _____ renouvellement(s), **soit jusqu'au** : , **et dans la limite de (somme en chiffres et en lettres)** : _____ €.

Mention à reproduire en manuscrit :

"Bon pour caution solidaire et sans bénéfice de discussion, pour le paiement du loyer, des charges, des réparations locatives, des intérêts, des dommages et intérêts, des frais de procédure, des indemnités dues à titre de clause pénale et des indemnités d'occupation. J'ai parfaite connaissance de la nature et de l'étendue de l'obligation que je contracte en cas de défaillance du LOCATAIRE notamment en ce qui concerne le règlement du loyer dont le montant mensuel s'élève à... (sommes en lettres), révisable annuellement à la date d'anniversaire du contrat en tenant compte de la variation de l'indice de référence des loyers (IRL) publié par l'INSEE chaque trimestres. Je reconnais en outre avoir eu connaissance des dispositions de l'alinéa 4 de l'article 22-1 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 ci-après reproduites : «Lorsque le cautionnement d'obligation résultant d'un contrat de location conclu en application du présent titre ne comporte aucune indication de durée ou lorsque la durée du cautionnement est stipulée indéterminée, la CAUTION peut le résilier unilatéralement. La résiliation prend effet au terme du contrat de location, qu'il s'agisse du contrat initial ou d'un contrat reconduit ou renouvelé au cours duquel le BAILLEUR reçoit notification de la résiliation»."

La CAUTION joint au présent engagement une copie de sa carte nationale d'identité et de son livret de famille.

Fait à : _____

le : et annexé en autant d'exemplaires que d'originaux au contrat de bail.

LE(S) BAILLEUR(S)

Signature(s) précédée(s) de la mention «Lu et approuvé, bon pour acceptation »

LA CAUTION

Signature précédée de la mention «Lu et approuvé, bon pour caution solidaire »